

### EDITO : ANNÉE 2019, L'UNION EUROPÉENNE ET LA BELLE AU BOIS DORMANT

L'année 2019 sera cruciale pour l'Union européenne. Plusieurs échéances l'attendent. En fonction des issues choisies, l'UE, évoluant depuis quelques années dans un contexte politique et économique très incertain, où l'euro-scepticisme gagne de plus en plus de terrain, peut basculer dans l'inconnu. Hier considérée comme un levier pour la stabilité d'une partie d'un continent historiquement belliqueux, comme un vecteur de l'intégration économique, l'UE est aujourd'hui largement discréditée par plusieurs de ses Etats membres.

**P**our qui, telle la Belle au bois dormant, se serait endormie au début des années 1960, le réveil européen en 2019 constitue un véritable choc. Construite sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale, destinée à faire obstacle aux agissements belliqueux de puissances souhaitant s'arroger le contrôle du continent, et donc à tourner le dos aux conflits armés, l'UE offre une vision désastreuse, du fait des forces centrifuges qui l'animent, au risque de la voir se disloquer. La Présidence roumaine de ce premier semestre intervient de surcroît dans la discorde, Bruxelles et Bucarest étant en froid.

#### DISLOCATION : LE SYNDROME DE LA CENTRIFUGEUSE

Un Etat membre, le Royaume-Uni, a démocratiquement décidé de la quitter, avec des conséquences politiques, sociales et économiques encore difficilement mesurables, mais dont chacun pressent qu'elles seront néfastes. La Pologne et la Hongrie constituent des éléments bien turbulents, contestant les décisions prises à Bruxelles, faisant fi de certaines libertés publiques, et régulièrement rappelées à l'ordre par la Commission. Remontant aux débuts historiques de la construction européenne, observons les cas des pays fondateurs. L'Allemagne, qui a récupéré l'intégralité de son territoire et renforcé son hégémonie sur les 27, est entrée dans une phase d'instabilité politique chronique, illustrée par une coalition bien chancelante. En dépit de ses récents compromis avec Bruxelles, notamment sur le budget élaboré par Rome, l'Italie se montre de plus en plus euro-sceptique, comme le fut historiquement le Royaume-Uni, au point de porter à la tête du gouvernement une coalition qualifiée de « populiste ».

L'Espagne, meurtrie par des années de politique d'austérité, voit monter tout autant ce sentiment euro-sceptique. La Belgique n'a plus de gouvernement. Quant à la France, bien décidée à redonner de la vigueur au projet européen sous l'étendard du macronisme, la crise sociale de la fin de l'année 2018 a entravé, pour ne pas dire discrédité, durablement, les ambitions du Président français.

A peine sortie d'une crise dévastatrice, la zone euro reste sur le fil du rasoir. Tombera, tombera pas ? Les déficits budgétaires et les taux d'endettement publics de l'Italie et de la France plongent la zone dans une incertitude radicale. Preuve en est le brusque relèvement du taux d'intérêt à 10 ans sur la dette de Rome, occasionnant un spread avec le taux allemand de plus en plus élevé, passant de 1,5 point en janvier 2018 à près de 3 en fin d'année. S'agissant de la France, les décisions prises en décembre pour tenter de sortir de la

crise des « gilets jaunes », sont de nature à situer le déficit budgétaire au voisinage des - 3% du PIB, tandis que l'endettement public frôle désormais les 100% du PIB. Dans ce cadre, on s'interroge sur le rôle que pourrait mais ne veut pas jouer Berlin, qui détient des excédents commerciaux colossaux, sans retombées sur les économies de la zone euro ni sur la hausse du budget européen. Une nouvelle crise serait par conséquent fatale à la monnaie unique.

#### POURSUITE OU FIN DE L'AVENTURE ?

Quelle majorité sortira des urnes au mois de mai prochain au Parlement européen ? De même, de quoi est porteur le renouvellement de la Commission européenne à l'automne ? La visibilité est bien trop faible pour avoir encore des raisons d'espérer un rebond politique de l'UE, pourtant impératif dans un monde instable et dans lequel l'es-soufflement des institutions internationales est palpable.

N'est-ce pas dans les moments de doutes, voire de questionnements, qu'il se doit d'être établi un bilan, une sorte d'inventaire d'une construction européenne à bout de souffle et qui manifestement ne fait plus rêver ? Inventaire en particulier des politiques économiques menées depuis plus de quarante ans, voire même depuis la fondation du Marché Commun (Article 3 de la Première Partie du Traité de Rome de 1957), centrées sur une course effrénée à la concurrence. Le secteur agricole en sait quelque chose, lui qui a vu la PAC se vider de sa substance au gré des réformes, alors que, ailleurs, Etats-Unis, Russie, Chine..., les soutiens publics alloués à l'agriculture continuent de croître. Il n'y aurait aucune honte à reconnaître que l'UE s'est trompée dans ses choix, ni de danger particulier à se défaire d'une conception erronée et somme toute dangereuse du fonctionnement et des finalités de l'activité économique.

Comme l'indiquait en 2017 le politologue bulgare Ivan Krastev, dans son livre *Le Destin de l'Europe*, l'Europe se désintègre après avoir tenté de s'intégrer, au point de comparer la situation présente à celle de l'Empire austro-hongrois lors de la Première Guerre mondiale. Selon lui, ce qui garantissait la cohésion européenne ne fonctionne plus, que ce soit le motif géopolitique (disparition de l'URSS), ou économique (crise de l'Etat-Providence). A cela s'ajoute que, pour les Etats-Unis, la protection de l'Europe n'est désormais plus une priorité géostratégique.

L'année 2019 va être autant passionnante qu'anxiogène pour les européens convaincus comme pour les euro-sceptiques.

Meilleurs vœux 2019 à toutes et à tous. **Contact : Thierry Pouch**

## DÉMISSION DE JIM YONG KIM ET BILAN AGRICOLE DE LA BANQUE MONDIALE

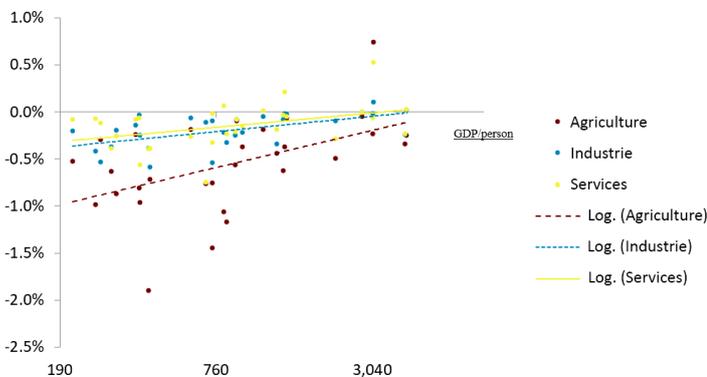
La démission de l'américain d'origine coréenne Jim Yong Kim, président de la Banque Mondiale, a surpris au regard de l'échéance de son mandat qui courrait jusqu'en 2021. Une occasion de faire un bilan des actions sur l'agriculture de cette institution, et de son avenir.

L'annonce de la démission de Jim Yong Kim à la présidence du groupe de la Banque Mondiale en ce début d'année 2019 est surprenante, compte-tenu de la stabilité dans la gouvernance de cette institution internationale<sup>1</sup>. 80 ans après sa création, la Banque Mondiale (BM) s'est imposée comme une institution phare en matière de soutien aux pays en développement, en mettant notamment l'accent sur la réduction de la pauvreté à travers l'octroi de prêts et de crédits à des projets de développement.

### UN SECTEUR CLÉ POUR LA BANQUE MONDIALE

L'agriculture fut loin d'être un secteur délaissé dans les orientations stratégiques de la BM et de son Président. De récents travaux publiés par les économistes de la BM rappellent d'ailleurs que le développement agricole est le levier le plus efficace pour réduire rapidement et avec efficacité l'extrême pauvreté. Christiaensen et Martin<sup>2</sup> démontrent notamment que lorsque l'on compare la variation de la pauvreté avec la hausse de la productivité par secteur, l'agriculture est celui qui réduit le plus la pauvreté dans les pays les moins développés (graphique).

**Graphique** - Simulation de la pauvreté à partir d'une hausse de la productivité sectorielle de 1 % du PIB



**Lecture du graphique :** Une variation de la productivité agricole en % du PIB de 1 % réduit la pauvreté de 1 % dans un pays où le niveau de revenu moyen par habitant est de 190 \$.

Le dernier rapport d'activité 2018 de la Banque Mondiale indique que, respectivement 8 %, 15 % et 13 % des prêts et crédits totaux délivrés aux pays des régions de l'Afrique, de l'Asie de l'Est et de l'Asie du Sud (régions qui concentrent 80 % de l'extrême pauvreté), sont consacrés au développement agricole. Au total, le groupe de la Banque Mondiale consacre 8 % de ses investissements au secteur agricole à travers le monde, ce qui représente un montant d'environ 4 milliards de \$ pour l'année 2018.

### CRITIQUES ET POLÉMIQUES

Ce même rapport révèle également des sources d'inquiétudes quant aux dernières orientations prises par la structure sur ces dernières années. On observe ainsi que l'IDA (Association internationale de

développement), la branche du Groupe de la BM qui soutient financièrement les pays les moins avancés (PMA), a réduit ses engagements sur le secteur agricole de 40 % entre 2014 et 2018, passant ainsi de 2,4 à tout juste 1,4 milliard de \$. Plus généralement, l'ouverture de la Banque Mondiale à des acteurs privés, aussi bien dans l'apport en capitaux que dans la gouvernance des projets, est un signal très inquiétant quant à la substitution des acteurs privés aux structures du Groupe.

Le soutien de la BM à la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (NASAN) est une illustration de cette incurSION du secteur privé dans des projets de développement agricole quelque peu contraires aux objectifs de la Banque. De nombreuses défaillances ont aussi été pointées dans les projets menés par cette organisation (inefficacité des ressources engagées, expropriation de petits producteurs sans dédommagement, avantages financiers octroyés à des multinationales).

Par ailleurs, des économistes et des agronomes ont décrié les critères d'élaboration du rapport de la Banque intitulé *Améliorer le climat des affaires dans l'Agriculture* (EBA en anglais), qui tend à favoriser les pays qui promeuvent la dérégulation de leur secteur agricole, au détriment de politiques de régulation pourtant essentielles dans certains secteurs<sup>3</sup>.

Des critiques qui s'accompagnent d'une succession de polémiques durant la fin de mandature de Jim Yong Kim. L'année 2018 fut la plus marquante avec la virulente critique de Paul Romer, éphémère chef économiste de la BM et prix Nobel d'économie la même année, envers la réforme de l'indice « Doing Business ». Un indicateur servant à attribuer une note aux pays selon la facilité à faire des affaires sur le territoire et qui, aux dires de l'économiste, défavorise les pays mettant en place des réformes sociales contraires aux critères pro-libéraux retenus dans la construction de l'indice. Ainsi, un pays comme le Chili (sous la présidence de Michelle Bachelet de 2014 à 2018) est ainsi passé du 33ème rang au 120ème rang des Administrations les plus accueillantes pour les investisseurs entre 2015 et 2018. Une polémique qui a finalement contraint Paul Romer à démissionner 15 mois seulement après son arrivée, et qui en dit long sur les faveurs de l'institution envers les politiques néo-libérales. Rappelons que la BM avait impulsé les programmes d'ajustement structurel<sup>4</sup> (PAS) dans les années 80 avant de faire son mea-culpa au début des années 2000, ce qui l'a notamment conduite à faire de l'agriculture un levier de développement.

En somme, ce chamboulement fait les affaires du Président américain Donald Trump. La tradition voulant que la présidence de la Banque Mondiale revienne à un américain (celle du Fonds monétaire international revenant à une personnalité européenne), Trump dispose ici d'une opportunité pour poursuivre le démantèlement du multilatéralisme en ayant le pouvoir de nommer le prochain dirigeant du Groupe. Une occasion également de mettre la pression sur des concurrents commerciaux qui bénéficient encore de soutiens financiers de la Banque Mondiale, tels que la Chine.

Contact : Quentin Mathieu

<sup>1</sup> En remarque, la France fut la première bénéficiaire de ses financements en 1947 pour la reconstruction du pays après la seconde guerre mondiale.

<sup>2</sup> Christiaensen, L., & Martin, W. (2018). Agriculture, structural transformation and poverty reduction—Eight new insights. *World Development* N°109, p. 413-416.

<sup>3</sup> <https://www.oaklandinstitute.org/calling-world-bank-end-enabling-business-agriculture>

<sup>4</sup> Les PAS sont des programmes de réformes économiques mis en place par le FMI et la BM afin de redresser des pays en difficultés économiques. Le caractère très libéral de ces réformes a régulièrement eu des impacts sociaux très négatifs pour les pays adoptant ces réformes.

## COMPTES DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE DE 2018 : DES RÉSULTATS MOROSES

Eurostat vient de publier les comptes de l'agriculture européenne de 2018 qui se soldent par une dégradation des résultats agricoles dans 17 États membres. La situation est difficile dans le nord de l'Europe fortement touché par les accidents météorologiques de l'été.

**A** la suite des comptes de l'agriculture nationale publiés par l'INSEE le 19 décembre 2018, on a pu lire les comptes de l'agriculture européenne mis en ligne par Eurostat, sur son site (<https://ec.europa.eu/eurostat/>).

En France, l'année 2018 se solderait par une hausse des indicateurs de résultat. Dans le reste de l'Europe, c'est plutôt morose (tableau 1) : 17 États-membres sur 28 ont connu une baisse de leur résultat agricole. Les plus forts reculs ont été observés au nord de l'Europe : - 52,6 % au Danemark, - 37,7 % en Suède et -31 % en Lituanie.

Sans remettre en cause les prévisions de l'INSEE pour 2018, on soulignera que l'impact négatif de la vague de chaleur de l'été n'est pas visible dans les statistiques macroéconomiques des comptes. Les éleveurs ont pu différer les effets du déficit fourrager par l'utilisation de leur stock d'aliments ; les difficultés (statistiquement visibles) sont à venir cet hiver.

Dans ces pays, ce sont les mauvais chiffres des grandes cultures qui sont à l'origine à cette baisse, en raison de la vague de chaleur de l'été 2018 qui a été très dure dans l'Europe septentrionale. Seule la Finlande échappe au désastre grâce aux résultats positifs de ses productions animales. Du côté des bons résultats, avec une croissance de son revenu agricole de +24,2 %, la Slovénie apparaît comme une miraculée des déraillements météorologiques de 2018 : toutes ses productions végétales sont au beau fixe et tirent à la hausse, le résultat agricole du pays.

**Tableau - Indice du revenu réel des facteurs dans l'agriculture par unité de travail annuel**

2018/2017 (taux de variation, en %)

Union-européenne	-3,1	Lituanie	-31,0
Belgique	-22,3	Luxembourg	1,6
Bulgarie	-10,8	Hongrie	2,7
Tchéquie	-6,5	Malte	-3,1
Danemark	-52,6	Pays-Bas	-10,8
Allemagne	-18,0	Autriche	0,1
Estonie	-7,3	Pologne	-8,8
Irlande	-15,9	Portugal	0,6
Grèce	-4,9	Roumanie	2,1
Espagne	3,3	Slovénie	24,2
France	9,7	Slovaquie	-4,9
Croatie	-5,0	Finlande	4,4
Italie	3,7	Suède	-37,7
Chypre	0,2	Royaume-Uni	-8,9
Lettonie	-7,2		

Source : Eurostat

Quant au Royaume-Uni, on voit ses résultats dans les comptes de l'agriculture européenne pour la dernière fois (peut-être ?). La conjoncture agricole britannique a été assez atypique en 2018 : les productions agricoles se maintiennent mais la valeur des achats de consommations intermédiaires progressent de manière importante, principalement en raison de la hausse du prix des engrais et de l'énergie ; c'est un effet de la dépréciation de la livre et du renchérissement du coût des produits pétroliers et gaziers importés. In fine, le résultat de l'agriculture britannique baisse en 2018.

### QUESTION D'INDICATEURS

Les comptes européens présentés par Eurostat sont élaborés par les instituts statistiques de chaque État-membre. Eurostat n'ajoute rien aux travaux des instituts nationaux. Toutefois, pour la France, Eurostat opère un changement de dénomination (ou inversement, l'INSEE ne se conforme pas à l'usage européen) : dans les comptes publiés par l'INSEE, l'indicateur de résultat est nommé « valeur ajoutée au coût des facteurs » tandis qu'Eurostat le désigne par les termes de « revenu des facteurs » ; il s'agit des mêmes indicateurs. Les facteurs dont il est question dans les deux termes, sont les facteurs de production : le travail et le capital.

On pourrait dire de façon un peu triviale que par la présence du mot « facteur » dans ces indicateurs rappelle qu'une exploitation agricole, c'est du capital et du travail, et que le résultat de son activité sert à la rémunération des propriétaires du capital et à la rémunération de la main d'œuvre. Dans les exploitations individuelles, cette distinction n'a pas grand sens puisque les chefs d'exploitations et les coexploitants sont simultanément les propriétaires (majoritaires) du capital et la main d'œuvre (souvent exclusive) de l'exploitation.

Mais pour les exploitations à formes sociétaires, ce n'est pas le cas : les propriétaires du capital et les travailleurs des exploitations peuvent être deux acteurs différents dont les rémunérations sont l'objet de négociations entre eux. Dans certains États membres (dont la France), les exploitations sociétaires sont très présentes : en Slovaquie et en Tchéquie, elles exploitent respectivement 80 et 70% de la SAU du pays (66%, en France).

L'attention que nous portons ici aux noms des indicateurs tirés des comptes de l'agriculture peut paraître excessive. Mais il nous semble important de souligner que ces deux noms (en particulier celui d'Eurostat) pointent une réalité de l'agriculture européenne qui s'affirme, à savoir, la montée en puissance des exploitations sociétaires, c'est-à-dire d'entreprises agricoles où deux acteurs différents coexistent : les propriétaires du capital et la main d'œuvre... Ce n'est pas rien.

Les statistiques publiées par Eurostat et utilisées pour la rédaction de cet article (comptes de l'agriculture et enquête sur la structure des exploitations agricoles) sont téléchargeables sur ce lien : [https://opera-connaissances.chambres-agriculture.fr/index.php?lvl=notice\\_display&id=254506](https://opera-connaissances.chambres-agriculture.fr/index.php?lvl=notice_display&id=254506)

Contact : Didier Caraes

## VOTE DU NOUVEAU FARM BILL SUR FOND DE SHUTDOWN

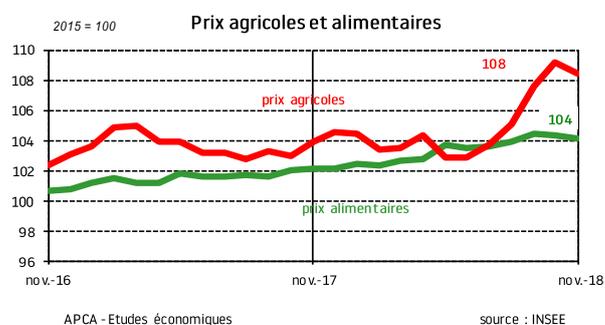
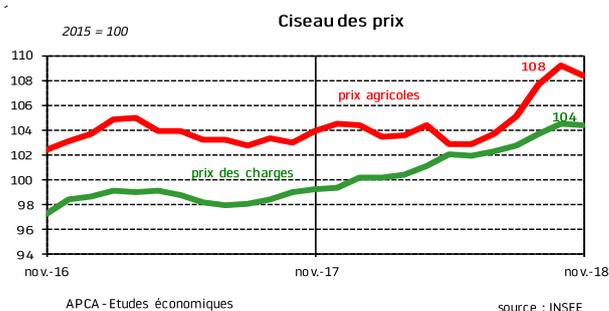
De manière assez surprenante, la nouvelle loi agricole américaine, définie pour cinq ans, vient d'être votée sans encombre, à la différence des précédentes qui avaient souvent fait l'objet de tensions et de tractations, en particulier au sujet de l'aide alimentaire intérieure. On s'attendait à ce que des modifications substantielles soient apportées au nouveau texte, et, en réalité, il n'en est rien. Les dispositifs assurantiels et les filets de sécurité, pourtant coûteux, ont été préservés, voire même renforcés. Dit autrement, le budget agricole américain est en hausse de près de +1% (soit en valeur deux milliards de dollars supplémentaires), contrastant avec la baisse des dépenses allouées aux agriculteurs dans le cadre de la PAC, confirmant la ritournelle selon laquelle la vision de l'agriculture et des soutiens qu'il est nécessaire de lui accorder, est radicalement différent d'une rive à l'autre de l'Atlantique.

Ce Farm Bill affiche une volonté d'aider des producteurs en difficulté, puisque leur revenu a baissé de 52% au cours des cinq dernières années, selon le Congrès qui a élaboré ce nouveau plan quinquennal pour l'agriculture. Il renforce ainsi le programme d'assurance marge – désormais nommé Programme de gestion des risques – dans le secteur laitier, alors qu'il n'avait pas véritablement suscité d'adhésion de la part des éleveurs, et les paiements contracycliques dans le domaine des grandes cultures. Une enveloppe de 255 millions de dollars par an d'aides à l'exportation est prévue. Globalement, l'aide alimentaire représente le poste le plus lourd du budget agricole, totalisant 76%, contre 9% pour l'assurance récolte, 7% pour l'environnement, 7% pour les dépenses de soutien, le 1% restant étant dédié à des secteurs comme la forêt, le développement rural, la recherche, ou encore l'horticulture.

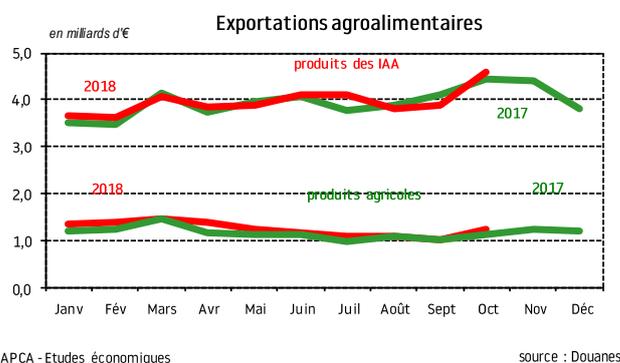
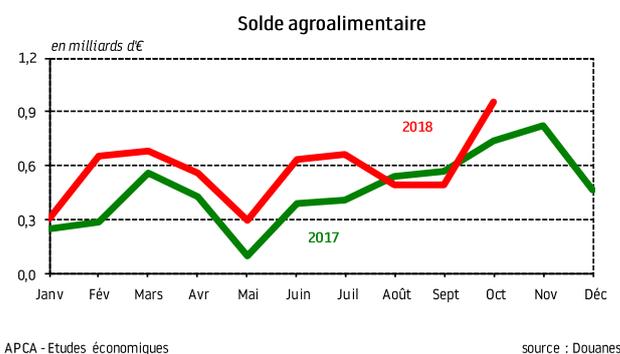
L'originalité du nouveau Farm Bill réside dans l'extension des aides et subventions agricoles aux membres des familles d'exploitants, même éloignés, comme les cousins, les neveux et nièces, même s'ils n'exercent pas de fonction agricole sur l'exploitation. Le texte de loi a donc été signé sans difficulté par le Président Trump, et très bien accueilli par la profession agricole. Cela est assez logique dans la mesure où l'agriculture américaine connaît de sérieuses difficultés. Revenu en baisse, érosion de la compétitivité, accentuée par la guerre commerciale avec la Chine qui a des conséquences fâcheuses sur les exportations américaines de soja.

Ceux qui exprimeraient le désir d'en savoir davantage n'auront toutefois d'autre choix que de lire les quelque 900 pages du texte de loi, disponible sur le site de l'USDA. Car pour le moment, du fait du Shutdown qui bloque toute l'Administration américaine, laquelle a renvoyé dans leurs foyers près de 700 000 fonctionnaires, les informations disponibles ne sont pas accessibles sur l'USDA, et leur actualisation suspendue jusqu'à nouvel ordre. Une situation qui pourrait se prolonger, car le clivage entre le Président et un Congrès majoritairement démocrate, au sujet des cinq milliards destinés à financer la construction d'un mur sur la frontière mexicaine, semble s'inscrire dans la durée.

Contact : Thierry Pouch



(Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
prix alimentaires	-0,2%	1,9%	3,5%
prix agricoles	-0,7%	4,3%	6,0%
prix des charges	-0,1%	5,2%	7,4%
inflation	-0,2%	1,9%	3,1%



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En octobre	Cumul 10 mois
2018	0,954	5,727
2017	0,734	4,238

